



HAL
open science

Usages politiques du passé et controverses historiographiques en Bulgarie : le cas du " massacre de Batak " (1876)

Nadège Ragaru

► **To cite this version:**

Nadège Ragaru. Usages politiques du passé et controverses historiographiques en Bulgarie : le cas du " massacre de Batak " (1876) : Le cas du " massacre de Batak " (1876). *Courrier des Pays de l'Est*, 2008, 1067, pp.82-87. hal-01022382

HAL Id: hal-01022382

<https://sciencespo.hal.science/hal-01022382>

Submitted on 10 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Usages politiques du passé et controverses historiographiques en Bulgarie :
le cas du « massacre de Batak » (1876)**

Nadège Ragaru¹

17 mai 2007 : cela devait être une conférence universitaire parmi d'autres. Une conférence un peu plus ambitieuse peut-être, parce qu'elle était couplée avec une exposition au musée de l'Institut d'ethnographie de l'Académie des sciences bulgares (BAN) et que ses organisateurs - un enseignant de l'Université libre de Berlin, Ulf Brunnbauer, et une doctorante bulgare, Martina Baleva - espéraient ouvrir à travers elle un débat sur les lectures dominantes, en Bulgarie, d'un moment-clé du récit historique national : le « massacre de Batak ». On s'en souvient, en 1876, le Libéral britannique, William Gladstone, horrifié par la brutalité de la répression ottomane des soulèvements intervenus en avril de la même année, avait publié un pamphlet resté célèbre reprochant au gouvernement conservateur de Benjamin Disraëli son silence et son inaction². La dénonciation des violences ottomanes avait créé un contexte international favorable à l'entrée de la Russie dans une guerre contre la Porte au terme de laquelle la Bulgarie avait obtenu une indépendance de fait, en 1878. Dans le discours politique et l'historiographie bulgares, le « massacre de Batak » s'était par la suite imposé comme un « lieu de mémoire »³ privilégié.

Mais à quelques semaines de la rencontre, la publication dans un quotidien à fort tirage d'un article dénonçant une entreprise de falsification de l'histoire (le projet évoquait la notion de « mythe » de Batak) allait susciter les réactions en chaîne d'élus politiques - nationaux et locaux -, de représentants de l'Eglise orthodoxe, d'associations et d'écoles, d'historiens aussi, contestant (alternativement ou conjointement) l'existence même d'une telle manifestation, la contribution d'institutions publiques bulgares à sa tenue et la qualité des recherches proposées. En parallèle venaient se nouer des interrogations sur le rôle de l'Etat dans la gestion de l'histoire, les conditions de production d'une connaissance historique « légitime » et les interactions complexes entre acteurs « externes » et « internes » dans l'énonciation de « vérités historiques » ou de normes contemporaines pour la Bulgarie. En revenant sur le déploiement de cette controverse, l'objectif est ici double : premièrement, explorer certains usages politiques du passé en interrogeant les investissements dont des événements perçus comme participant de l'histoire nationale font l'objet ; deuxièmement, mieux cerner les conditions dans lesquelles, à un moment donné, ces enjeux se transforment en caisse de résonance de clivages et conflits internes à des champs professionnels ou à des univers sociaux en cours de reconfiguration.

I - Avril 1876 : le « soulèvement »/« massacre » de Batak

Batak est un petit village de la région de Pazardžik, dans le sud-ouest de la Bulgarie (Rhodopes occidentaux) où, en avril 1876, plusieurs milliers de personnes avaient été tuées dans des conditions souvent effroyables par des forces opérant au nom de l'Empire ottoman. Les événements avaient fait l'objet de reportages, notamment du journaliste américain, Janarius Mac Gahan, et suscité une large indignation en Europe dans un contexte dominé par la question de l'Orient. Relatées, illustrées dans les manuels scolaires (principalement à partir des années 1890), les violences de Batak

¹ Une version abrégée de ce texte a été publiée dans: Nadège Ragaru, « Bulgarie. Usages politiques du passé et controverses historiographiques : le cas du 'massacre de Batak' », *Le Courrier des pays de l'Est*, 1067, mai-juin 2008, p.82-88.

² William Gladstone, *Bulgarian Horrors and the Questions of the East*, Londres: Ed. John Murray, 6 septembre 1876.

³ Pour reprendre une expression forgée par l'historien, Pierre Nora, et utilisée par les initiateurs de la conférence.

ont, pour des générations entières de jeunes Bulgares, participé à forger une image des Bulgares comme « victimes » (du Turc-ottoman barbare) et « rebelles » (courageusement dressés contre l'Empire).

Les événements, pourtant, ne se prêtent pas à une interprétation aisée. Deux questions, en particulier, ont polarisé les débats historiographiques: premièrement, fallait-il parler d'un soulèvement (*văstanie*) ou d'un massacre (*klane*)? Autrement dit, les tueries étaient-elles la réponse à une mobilisation armée bulgare (à l'image des soulèvements observés à Koprivčica, Panagjurište ou Klisura⁴) ou une barbarie aveugle infligée à des habitants-victimes? Si l'on en croit les travaux de l'historien bulgare, Aleksandăr Vezekov⁵, au moment des faits, l'accent des commentateurs (dont J. MacGahan) avait été placé sur la sauvagerie des Ottomans et la dimension de victime (passive) des paysans et villageois bulgares. Ce n'est qu'après l'indépendance qu'allait être élaboré un discours valorisant le sacrifice courageux des Bulgares au nom de la cause nationale et le rôle des révolutionnaires bulgares dans le cheminement vers l'indépendance. Cette évolution interprétative se comprend au regard du projet des élites politiques et intellectuelles du nouvel Etat bulgare, désireuses de prouver que leur pays ne devait pas seulement, voire pas principalement, son émancipation nationale à l'intervention armée de la Russie. En 1907, devait pour la première fois être forgée l'expression « soulèvement d'avril » pour désigner les mobilisations intervenues dans plusieurs villages de la région du Balkan - conférant ainsi une cohérence et une unité à des dynamiques parfois distinctes⁶.

Deuxièmement, à qui imputer la responsabilité des massacres : au pouvoir ottoman, à l'armée régulière ou à des forces d'appoint musulmanes recrutées parmi les habitants des villages voisins ? En avril 1876, l'armée de l'Empire était déployée en Bosnie-Herzégovine pour tenter d'y réprimer la rébellion déclenchée en 1875. La Porte avait donc eu recours à des supplétifs, les *Bašibuzuci*. Parmi ceux-ci figuraient des Pomaks (musulmans bulgarophones)⁷. Avant 1878, les appartenances étaient prioritairement énoncées dans un registre confessionnel : étaient considérées comme bulgares des populations chrétiennes, très majoritairement orthodoxes ; les groupes de confession islamique étaient vus comme turcs-ottomans. Progressivement, toutefois, à partir du début du XXème siècle, le discours politique et l'historiographie bulgares ont érigé les Pomaks en partie du corps blessé de la nation - en tant que Bulgares ayant été contraints à adopter l'islam de force pendant le « joug turc ». Mais comment, dans ces conditions, lire les événements de Batak : comme un massacre de Bulgares par des Bulgares ? Les interprétations du rôle du pouvoir ottoman sont, quant à elles, restées relativement homogènes jusqu'à la chute du communisme en Bulgarie - le « joug turc » étant jugé synonyme de destruction de l'Etat bulgare médiéval et d'arrachement de la Bulgarie à sa trajectoire européenne « normale ».

A la fin des années 1980 (et plus encore après 1989), une nouvelle génération d'historiens bulgares a cependant émergé, soucieuse de restituer l'ère ottomane dans sa complexité⁸. Les termes de « domination » ou de « présence » ottomane se sont lentement substitués à celui de « joug ». Dans le même temps, les sciences sociales bulgares se sont ouvertes aux questionnements sur les représentations sociales à mesure qu'elles se saisissaient des thèmes de l'altérité et de la diversité.

⁴ Charles and Barbara Jelavich, *The Establishment of the Balkan National States*, Seattle and London : University of Washington Press, 1997 (1ère éd., 1977), p.138-140.

⁵ Cf. l'excellent Aleksandăr Vezekov, « Novija debat za Bataškoto klane - istoriografski aspekti » [Le nouveau débat sur le massacre de Batak, aspects historiographiques], in : Ulf Brunnbauer et Martina Baleva (dir.), *Batak kato mjesto na pametta* [Batak comme lieu de mémoire], Sofia : Iztok-Zapad, 2008, p.110-125.

⁶ Aleksandăr Vezekov, op. cit.

⁷ Ibid.

⁸ On peut penser aux travaux précurseurs d'Antonina Željaskova sur l'islamisation des Rhodopes pendant l'ère ottomane. Cf. Antonina Željaskova, « Formirane na mjesulmanskite obštности i kompleksite na balkanskite istoriografii » [Formation des communautés musulmanes et les complexes des historiographies balkaniques]. In : Antonina Željaskova (dir.), *Mjesulmanskite obštности na Balkanite i v Bălgarija* [Les communautés musulmanes dans les Balkans et en Bulgarie], Sofia : Imir, 1997, p.11-56.

C'est dans ce contexte de relectures plurielles de l'époque ottomane et des rapports entre majorité et minorités en Bulgarie que la conférence sur Batak doit être resituée.

II - Les ressorts d'une controverse en période électorale

La controverse éclate le 24 avril 2007 avec la publication, dans *24 heures* [24 časa], d'une intervention du directeur du Musée d'histoire nationale bulgare, Božidar Dimitrov, un proche du président de la République, Georgi Părvanov (PSB)⁹. L'historien y dénonce une entreprise de réécriture de l'histoire bulgare ; plus tard, il stigmatise une commande politique financée par des milieux, en Turquie, désireux de réhabiliter l'Empire ottoman¹⁰. Dans les jours qui suivent, la fièvre gagne la classe politique. Le 25 avril, le chef de l'Etat, G. Parvanov condamne une « grave provocation envers notre histoire nationale et notre mémoire » concernant « une des pages les plus tragiques de l'histoire du soulèvement d'avril » et affirme que la société bulgare ne restera pas sans réaction face « à chaque tentative pour réécrire l'histoire ou pour créer artificiellement les conditions de tension sur des thèmes historiques délicats »¹¹. Le propos est plus discrètement soutenu par le Premier ministre, Sergej Stanišev¹², ainsi que par l'ancien président, Petăr Stojanov (UFD, droite). Le 26 avril, l'Académie des sciences bulgare (BAN) décide d'interdire la tenue de la conférence dans ses locaux. Son président, Ivan Juhnovski, déclare à cette occasion : « En tant que chercheurs, nous exprimons notre inquiétude profonde de voir l'idée européenne et les nouvelles possibilités de coopération dans le cadre de projets de recherche et d'échanges universitaires utilisées dans ce cas précis, au mépris de toute intégrité, comme une justification pour falsifier la vérité historique »¹³. Au même moment, un député du Mouvement national Siméon II (MNSII, droite) et des représentants de l'Eglise orthodoxe proposent que soient canonisées les victimes du massacre¹⁴. La mairie de Batak, des associations comme le Mouvement national 'Héritage bulgare', les Clubs 'Préserve ce qui est bulgare', se mobilisent également.

Devant ce concert de protestations, l'Université bulgare apparaît divisée : certains chercheurs et enseignants, tout en contestant la rigueur de la recherche préparée par M. Baleva, souhaitent une discussion ouverte¹⁵. Cinq universitaires (Diana Miškova, Antonina Željaskova, Ivan Elenkov, Rumen Daskalov et Čavdar Marinov) lancent une pétition pour dénoncer les ingérences de l'Etat dans la recherche et les risques d'une remise en question de leur liberté de parole¹⁶. Victimes de menaces, U. Brunnbauer et M. Baleva quittent précipitamment la Bulgarie.

⁹ Cf. « Germanec i Bălgarka otričat Bataškoto klane » [Un Allemand et une Bulgare nient le massacre de Batak], *Netinfo.bg*, 24 avril 2007, à l'adresse : <http://news.netinfo.bg/?tid=40&oid=1035810> ; Evgeni Ekov, « Porăčkata za Batak idva ot Turcija » [La commande concernant Batak vient de Turquie], *Monitor*, 27 avril 2007 ; le « Show de Slavi Trifonov » du 17 mai 2007, à l'adresse : <http://savebghistory.wordpress.com/>

¹⁰ Il n'est pas inutile de rappeler que le projet de recherche sur Batak ne s'inscrivait ni dans une démarche commémorative, ni dans un effort pour énoncer une « vérité des faits » ; il se plaçait dans une perspective historiographique cherchant à explorer, au croisement entre images et représentations, les conditions de construction de Batak comme « lieu de mémoire ». Iconographe de formation, Martina Baleva s'était ainsi intéressée à un tableau, « Le massacre de Batak » (1892), du peintre polonais, Antoni Piotrowski, et sur le rôle joué par cette représentation picturale dans la promotion de Batak au cœur du récit national bulgare en voie d'élaboration. Ce, tout en essayant de replacer l'œuvre dans son contexte culturel et historique (la quête, par l'artiste polonais, d'un profil romantique à la Delacroix ; un environnement européen multipliant les associations entre Empire ottoman et barbarie). Dans une première version du projet, Martina Baleva avait relié la construction de « lieux de mémoire » comme Batak à la production, sur la moyenne durée, de stéréotypes au sujet des Turcs et l'islam. Cf. Martina Baleva, « Koj (po)kaza istinata za Batak » [Qui a dit/montré la vérité sur Batak], *Kultura*, 17, 3 mai 2006.

¹¹ Cf. <http://www.president.bg/news.php?id=2843&st=5>

¹² « Prezident i premier branjat Bataškoto klane ot nemski istoritici » [Le président et le Premier ministre défendent le massacre de Batak contre des historiens allemands], *Mediapool.bg*, 25 avril 2007.

¹³ « BAN zabrani naučna konferencija » [BAN interdit une conférence universitaire], *Dnevnik*, 26 avril 2007.

¹⁴ « Svetijat sinod săbira dokumenti za kanoniziraneto na izbiti bălgari » [Le Saint synode rassemble les documents en vue d'une canonisation des Bulgares massacrés], *Dnevnik*, 27 avril 2007.

¹⁵ « Prof. Ivan Ilchev : skandalăt s Batak beše polițičeski udoben » [Prof. Ivan Ilchev : le scandale autour de Batak était politiquement utile], *E-vestnik.bg*, 5 mai 2007.

¹⁶ « Učeni otkriha podpiska v zaštită na svobodata na naučnite izsledvanija » [Des chercheurs ont lancé une pétition pour défendre la liberté des recherches universitaires], *Mediapool.bg*, 1^{er} mai 2007. La pétition est

Le contexte politique - à quelques semaines des élections parlementaires européennes du 20 mai 2007 - explique en partie l'intensité des mobilisations observées. Se poser en défenseur de la nation peut constituer une posture électoralement payante et le président socialiste le sait : le 16 mai 2007, G. Parvanov célèbre à Batak l'anniversaire du massacre de 1876, avant de prendre part à une discussion sur « Batak dans l'identité nationale bulgare. Mythe et/ou réalité »¹⁷. A ses côtés, un représentant du Mouvement des droits et libertés (MDL, représentant les intérêts des minorités turque et musulmanes) assiste à la cérémonie sans dire mot : membre de la coalition gouvernementale, le MDL se retrouve pris entre une obligation de loyauté gouvernementale, le désir de ne pas être accusé de servir de « cinquième colonne » à la Turquie voisine et la crainte d'aliéner son électorat, principalement turc et musulman. De fait, la polémique sert surtout le parti nationaliste radical, *Ataka*, qui tient son dernier meeting électoral à Batak devant des posters de révolutionnaires bulgares d'avril 1876¹⁸. Sur un ton particulièrement virulent, Volen Siderov, son leader, stigmatise la prétention des puissances étrangères à dicter à la Bulgarie son histoire ; l'accumulation, depuis les débuts de la transition, de concessions et trahisons, la corruption de l'Etat par l'argent ; le rôle, jugé prédateur, du MDL et de la Turquie. Sa recette est éprouvée : il propose de rétablir la morale et la fierté nationale contre le nihilisme des dernières années. Dans le même temps, *Ataka* se prononce en faveur de l'adoption d'une loi qui condamnerait d'une peine de prison allant de un à cinq ans (et d'une amende de 5 000 à 50 000 leva) toute personne remettant en cause le « génocide » souffert par les Bulgares sous « le joug turc »¹⁹.

Par-delà cette conjoncture électorale, comment interpréter l'extraordinaire écho rencontré par la controverse dans l'espace médiatique et la société bulgares ?

III - Des entrées en résonance multiples : quand l'histoire nous parle du présent

Le « scandale » Batak est, à bien des égards, riche en enseignements. A un premier niveau, il s'impose comme révélateur des tensions internes aux milieux universitaires bulgares. Les lignes de clivage – qui ne se recoupent que partiellement – opposent de nouvelles générations de chercheurs et d'enseignants à leurs aînés, formés pendant l'époque socialiste, dont certains continuent à occuper les postes de direction dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche ; les acteurs ayant pu suivre une formation à l'étranger, s'insérer dans des réseaux de recherche internationaux, à ceux qui sont restés dans une Bulgarie « provincialisée » ; les milieux pouvant financer leur travail grâce au soutien de fondations et d'institutions privées européennes ou internationales, aux personnels demeurés en dehors de tels circuits de financement. Plus fondamentalement, la polémique autour de Batak a mis en exergue l'existence de conceptions radicalement contrastées des conditions de production d'un savoir en sciences sociales et du rôle des historiens dans la société. En Bulgarie (comme dans d'autres pays européens), au moment de la formation de l'Etat, l'histoire s'est vu accorder un rôle pivot dans l'accomplissement de l'œuvre des élites nationales. Les usages politiques de la profession historique n'ont pas disparu pendant la période communiste ; ils ont seulement épousé les nouvelles préférences idéologiques. Or, depuis maintenant près de vingt ans, un nombre croissant de chercheurs s'emploie à dénouer les relations entre histoire savante et politiques de l'histoire. Autrement dit - dans les termes de la sociologue, Liljana Dejanova -, on peut voir dans l'épisode Batak le reflet d'une remise en question de la capacité de l'Etat à produire un grand récit national homogène, faisant des historiens les architectes de la construction nationale²⁰. L'investissement du président

disponible à l'adresse : http://www.bgpetition.com/apel_na_bg_istorici/index.html (au 4 juillet 2008, 681 signatures avaient été collectées).

¹⁷ « Prezidentski urok po istorija » [Leçon présidentielle d'histoire], *Dnevnik*, 16 mai 2007.

¹⁸ Albena Shkodrova, « Skandalât okolo 'proekta Batak' posluži čudesno v kampanijata na 'Ataka' » [Le scandale autour du 'projet Batak' sert remarquablement la campagne d'Ataka], *Mediapool.bg*, 18 mai 2007.

¹⁹ « Prezident i premiep... », *op. cit.*

²⁰ Liljana Dejanova, « Batak – otkrit urok » [Batak, leçon ouverte], *Obektiv*, 147, octobre 2007, à l'adresse : <http://www.bghelsinki.org/index.php?module=pages&lg=bg&page=obektiv14618>

Pärvanov, lui-même historien de formation, dans la polémique, sa prétention à faire de l'institution présidentielle un des lieux où organiser les débats sur l'histoire trahiraient ainsi un désir de recentralisation de l'écriture historique, impuissant devant la pluralisation irrépressible des lectures du passé.

Dans la querelle autour de Batak sont également affrontées des visions différentes de la démarche historique. L'intervention de Georgi Markov, directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences bulgare (BAN), traduit assez justement le choc qu'a pu représenter, pour certains, le passage d'une histoire des grands hommes et des grands événements (qui, dans le contexte bulgare, mettait l'accent sur les guerres et violences turques) à une histoire du quotidien invitant à nuancer la place du conflit dans les relations entre populations placées sous l'autorité de l'Empire, comme dans leur rapport avec le centre politique : « La tentative actuelle est de remplacer l'histoire événementielle progressivement par une histoire du quotidien. Par exemple, qu'il n'y ait pas dans l'Empire ottoman de massacres, de guerres et de soulèvements, mais qu'elle [l'histoire] nous dise ce que les Bulgares, les Turcs, les juifs et les Arméniens ont mangé, ce qu'ils ont bu, qu'elle soit remplacée par une histoire des technologies... »²¹. L'auteur associe par ailleurs le processus de « globalisation » (et sa traduction dans la recherche, la sollicitation de financements internationaux) à une lente disparition des possibilités de production d'une histoire nationale : « La globalisation pense que l'histoire constitue un obstacle. On estime que l'histoire rend les peuples différents, qu'elle les sépare (...). La globalisation interdira l'histoire ; (...) il y a une liberté de parole. Cela n'était pas possible avant 1989, mais alors qu'avant il y avait une barrière politique, maintenant il y a une barrière économique. Tout est à vendre »²².

La polarisation observée au sein des milieux universitaires se prolonge de fait à travers l'ensemble de la société. Car Batak a aussi relevé l'immense décalage social et symbolique entre un petit univers de professeurs d'université, de chercheurs, d'ONG pour qui la déconstruction des « mythes » historiques fait partie de l'ordinaire du travail réflexif en sciences sociales, et de larges pans de la population, des médias, voire du corps enseignant, qui y voient une remise en question brutale, presque insultante, de leurs repères et croyances. Comme le faisait justement remarquer Marija Ivančeva, étudiante en sociologie à la *Central European University* à Budapest, d'ordinaire ces deux mondes ne communiquent pas entre eux : les universitaires organisent des conférences et séminaires à faible visibilité sociale auxquels se rendent principalement des auditeurs déjà convaincus²³. La différence, ici, a résidé dans l'extrême médiatisation de la conférence souhaitée par ses initiateurs, une médiatisation dont les conséquences n'avaient pas été anticipées.

Pour autant, ces quelques remarques ne suffisent pas à expliquer la résonance de la polémique dans l'espace public. Pour en rendre compte, il convient d'interroger également ce que Batak a pu servir à nommer. Par les mises en intrigue dont elle a fait l'objet, la conférence de Ulf Brunnbauer et Martina Baleva est en effet devenue un signe à travers lequel des acteurs sociaux, des citoyens ordinaires aussi, ont pu dire les frustrations et ressentiments accumulés depuis 1989. Trois éléments méritent d'être ici mis en saillance : la difficile redéfinition des relations entre majorité et minorités ; les transformations d'un ordre social perçu comme soumis à une logique strictement monétaire et corrompue ; la relecture des relations entre la Bulgarie et l'Europe/l'étranger/l'international. Les deux dernières décennies ont été marquées, en Bulgarie, par un lent travail d'acceptation de la diversité de peuplement et de sa représentation dans l'espace politique. Toutefois, depuis son entrée au gouvernement en 2001, le Mouvement des droits et libertés (MDL) fait l'objet d'une contestation de plus en plus vive : ses cadres dirigeants sont tour à tour soupçonnés de servir des intérêts étrangers, de détourner de l'argent public, d'acheter les voix des Roms aux élections, etc. Le développement d'une rhétorique anti-MDL (aussi bien à droite qu'à gauche) est allé de pair avec l'expression de nouvelles

²¹ Zoja Dimitrova, « Istorijata preči na globalisma » [L'histoire fait obstacle à la globalisation], *Politika*, 158, 27 avril-3 mai 2007, à l'adresse : <http://politika.bg/article?sid=&aid=5425&eid=85>.

²² *Op. cit.*

²³ Marija Ivančeva, « Razmisli po Bălgarskite....văstanija » [Réflexions sur les soulèvements...bulgares], *Mediapool.bg*, 2 mai 2007.

réserve, au sein des élites politiques, par rapport à une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). Dans ce contexte délétère, les rumeurs de lobbying « turc » se diffusent promptement. L'opinion publique reste par ailleurs très sensible à tout ce qui pourrait être perçu comme une reconsidération des souffrances infligées par des « Turcs » au peuple bulgare.

« L'affaire » Batak présentait un second ingrédient susceptible d'en faire un lieu de cristallisation de l'attention publique : l'évocation de financements étrangers troubles. Nous touchons ici à une autre représentation sociale très prégnante depuis 1989, à savoir l'association de la période contemporaine à un monde d'argent sans foi ni loi, où l'on vend les trésors culturels bulgares comme on pille l'Etat, trafique les femmes ou corrompt les agents publics. Ces dernières années, les thématiques du complot ont acquis une visibilité extraordinaire en Bulgarie, où leur audience excède largement les milieux sociaux défavorisés. Tout se passe comme si elles fournissaient des registres d'intelligibilité jugés plus convaincants que les explications ordinaires des causes et des effets. De ce point de vue, Batak ne constitue qu'un épiphénomène de transformations essentielles - qui mériteraient de faire l'objet d'études spécifiques - relatives aux conditions de crédibilisation de l'incroyable à partir du moment où est postulée l'existence d'intentionnalités mauvaises ou manipulatoires.

Enfin, à travers Batak est revenue au premier plan l'enjeu de la définition des rapports entre la Bulgarie et « l'étranger ». Depuis 1989, les changements post-communistes ont été placés sous le signe d'un « retour en Europe » espéré comme une inscription dans la « modernité occidentale » et une opportunité d'amélioration des niveaux de vie. A la faveur du processus d'adhésion à l'Union européenne et des visites d'experts (aux avis parfois contradictoires), des sentiments d'exaspération sont apparus dans la société devant ce qui était perçu comme une survalorisation des injonctions et normes extérieures par rapport aux modèles bulgares. Y compris chez les jeunes cadres dynamiques pleinement engagés dans le processus de globalisation, a émergé un désir de renouer avec une certaine fierté nationale bulgare. La contestation des « prétentions » d'un Autrichien et d'un Polonais (le peintre) à dire « notre histoire » se comprend également à cette lumière.

Une telle polarisation entre « l'interne » et « l'externe », le « bulgare » et « l'étranger » (grandes puissances, Occident ou Europe) ne constitue toutefois pas un phénomène entièrement nouveau, quoique les déclinaisons en soient originales. Elle s'inscrit dans l'historicité plus longue de la construction stato-nationale depuis l'accession à l'indépendance en 1878. De manière assez intéressante, la polarisation des débats publics autour de Batak marque ainsi la fin d'une période pendant laquelle les conflits d'interprétation du passé portaient sur l'ère communiste (le 9 septembre 1944, la nature, totalitaire ou autoritaire, du régime, etc.). Une fois refermée la « parenthèse » communiste et alors que la Bulgarie vient de rejoindre l'UE, les interrogations tendent à se déporter vers un segment du passé (la « Renaissance nationale » et la sortie de l'Empire ottoman) qui redevient pertinent aux yeux des observateurs du temps présent. C'est aujourd'hui à travers lui que sont interrogées, toujours et différemment, les définitions de la bulgarité.